



La Justice de l'Eau avant le Profit : Les communautés, la société civile et les syndicalistes de toute l'Afrique exigent un accès équitable à l'eau potable, à l'abri des dangers de la privatisation

21 octobre 2024

Aujourd'hui débute la quatrième semaine africaine d'action contre la privatisation de l'eau, une initiative de la [Coalition Afrique Notre Eau, Notre Droit](#) (OWORAC), visant à mettre en lumière l'urgence de répondre aux crises de l'eau sur le continent et à dévoiler les menaces que représentent les projets de privatisation ainsi que les systèmes de contrôle des entreprises pour la réalisation du droit humain à l'eau. Les organisateurs appellent à privilégier la *Justice de l'Eau avant le Profit*, reconnaissant l'importance cruciale du moment que traverse le continent cette année, alors que les mobilisations populaires se sont intensifiées en réponse à une frustration généralisée face à la hausse du coût de la vie et à la priorité accordée par les gouvernements aux intérêts des entreprises au détriment des besoins de leurs citoyens.

OWORAC est un réseau de dirigeants communautaires, de membres de la société civile et de syndicalistes provenant de près d'une douzaine de pays africains, unis par une cause commune : le mouvement contre la privatisation de l'eau et la promotion d'une approche renouvelée, centrée sur les communautés, afin de répondre aux besoins des populations africaines et de l'environnement grâce à une gestion publique durable de l'eau.

“Alors que les manifestations se multiplient à travers le continent en réponse à la cupidité des grandes entreprises, il est impératif d'examiner comment cette cupidité impacte même nos droits les plus fondamentaux et nos services essentiels,” a déclaré **Akinbode Oluwafemi, directeur exécutif de Corporate Accountability and Public Participation Africa**. “La privatisation et le contrôle des services d'eau par les entreprises représentent une violation du droit humain à l'eau et une abdication inacceptable des obligations de nos gouvernements.”

Chaque année, la Semaine Africaine d'Action Contre la Privatisation de l'Eau coïncide avec les réunions annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, servant de contrepoids centré sur les populations face à l'influence disproportionnée de ces institutions sur les politiques économiques du Sud Global.



Les forces néocoloniales de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International exercent depuis des décennies une pression sur le continent africain, piégeant les États par la dette et utilisant ce levier pour imposer des politiques antipopulaires qui ont sapé le bien-être public et la gestion de l'environnement. Les agences bilatérales de développement, telles que l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), ont également commencé à exercer des pressions sur les États pour qu'ils adoptent des politiques similaires, au détriment des communautés. La privatisation des services essentiels, en particulier des systèmes d'approvisionnement en eau, est encouragée par ces institutions en dépit de [l'opposition généralisée du public et des nombreuses preuves de son échec](#) Tant à l'échelle mondiale que sur le continent.

Parmi ces échecs figurent l'augmentation du coût des services d'eau, la mise en péril des moyens de subsistance et de la sécurité au travail des travailleurs du secteur public, ainsi que la détérioration des infrastructures, dont l'État devra en fin de compte assumer le coût. Il est évident que les projets de privatisation de l'eau nuisent à la communauté, aux travailleurs et à l'État lui-même. Nous nous interrogeons donc : qui profite de cette commercialisation insensible ? Les grandes entreprises multinationales, telles que Veolia et Suez, ainsi que les actionnaires qu'elles servent, sont les principaux bénéficiaires des programmes de contrôle des entreprises tels que la privatisation et les partenariats public-privé (PPP), qui extraient les ressources du continent pour les transférer vers des comptes bancaires étrangers.

Sur l'ensemble du continent Africain, les communautés sont confrontées à diverses atteintes à leur droit à l'eau perpétrées par les multinationales et leurs alliés.

Au **Nigeria**, des agences bilatérales et des organisations internationales telles que l'USAID, WaterAid, le FCDO Britannique, la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Partenariat Mondial de l'Eau, entre autres, ont encouragé des projets de privatisation de l'eau. En particulier, le soutien aux projets de privatisation et l'influence exercée sur les autorités chargées de la gestion de l'eau dans l'État de Lagos ont été liés au licenciement de centaines de travailleurs syndiqués ces derniers temps, ce qui pousse la mégalopole vers la privatisation des services d'eau.

Au **Ghana**, la négligence des entreprises non régulée, l'extractivisme irresponsable et l'exploitation minière illégale (galamsey) sont des facteurs déterminants de la contamination généralisée de l'eau et de niveaux de pollution dangereux dans les rivières locales. C'est une situation préoccupante qui, selon les spécialistes de l'environnement et de la santé publique, pourrait conduire à de futurs cas de sécheresse qui viendraient s'ajouter à la perte actuelle des moyens de subsistance des



pêcheurs et des agriculteurs qui survivent à peine grâce aux activités économiques liées à ces masses d'eau négligemment endommagées. Malheureusement, l'augmentation des cas de maladies non transmissibles, de malformations chez les nouveau-nés et la présence de métaux lourds comme le cyanure et le mercure dans l'eau, même après traitement par la Ghana Water Company Limited (GWCL), semblent avoir échappé à la conscience morale du gouvernement Ghanéen et des auteurs cupides de ces crimes abominables, qui empoisonnent les eaux en quête de richesse, au mépris du droit fondamental des citoyens à une eau propre et salubre.

Au **Senegal**, la multinationale française de l'eau, Suez, a pris le contrôle du système d'eau du Sénégal par le biais de sa gestion de Sen'Eau, au détriment des travailleurs confrontés à des conditions de travail déplorables et des communautés qui doivent désormais faire face à des factures d'eau exorbitantes et à un service peu fiable. Un récent audit d'État sur ce programme de privatisation révèle que Sen'Eau est littéralement "pillé" par Suez elle-même. En plus de ces difficultés causées par l'homme, Sen'Eau a lancé une série d'attaques agressives contre les syndicalistes qui se sont opposés aux pratiques inéquitables de l'entreprise. Ces personnes courageuses, qui représentent les intérêts des travailleurs et des communautés, n'ont cessé de réclamer un système qui place le bien-être des personnes au-dessus des profits des entreprises. Au lieu de répondre à leurs préoccupations, Sen'Eau a cherché à réduire au silence ces voix, renforçant ainsi son approche exploitante.

La récente adoption de la Loi sur l'eau (Amendement) au **Kenya** a créé des conditions propices à des services d'eau de plus en plus inabordables et des voies pour des programmes de privatisation, tels que les partenariats public-privé, qui permettent de transférer le contrôle des systèmes d'eau à des entreprises. Le **Mozambique** est confronté à la menace d'un projet de privatisation de la société nationale de distribution d'eau, qui pourrait avoir des répercussions considérables sur les communautés à travers tout le pays. Bien que les entreprises privées aient été écartés au **Cameroun** et au **Gabon** au fil des ans, la menace de la privatisation et de l'accès inéquitable à l'eau demeure omniprésente. Depuis la cessation de la privatisation des services d'eau au Cameroun en 2018, la distribution d'eau potable est, pour l'heure, sous contrôle. Cependant, de nombreuses préoccupations persistent, notamment la situation financière fragile de l'organisme chargé de la gestion et de la distribution de l'eau dans le pays, CamWater.

Il est évident que le temps d'agir est maintenant. Le droit humain à l'eau de tous les Africains doit être protégé et respecté.



La justice de l'eau, et la justice sociale de manière plus générale, exigent que nous priorisions le bien-être public au détriment des profits privés. Une approche participative de la gouvernance de l'eau et l'engagement des gouvernements à adopter des solutions publiques aux défis de l'eau sur le continent sont nécessaires pour progresser vers la réalisation du droit humain à l'eau en Afrique.

À travers des sessions d'engagement communautaire, des campagnes de sensibilisation médiatiques, ainsi que des interactions avec les décideurs politiques et les détenteurs de pouvoir, les membres de l'OWORAC renforceront la demande croissante pour la responsabilité des acteurs publics et la fin des actes d'impunité des entreprises qui privent les citoyens de leur droit à l'eau, les exposent à des maladies, mettent en péril leurs sources de subsistance économique et aggravent encore l'écart de pauvreté.

XXXXXX

Contact média :

Robert Egbe, chargé des médias et de la communication, Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA)

regbe@cappafrica.org

Sefa Ikpa, chargé de programme, Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA)

sikpa@cappafrica.org